

Eté 2011

UNI Commerce

Bulletin

UNI  
global  
union

## SOMMAIRE

- Nouveautés dans le bulletin
- Le commerce européen à rude épreuve
- Conférence d'UNI Europa Commerce
- Le comité directeur mondial met l'accent sur le recrutement
- Entrée de Walmart en Afrique
- La Commission sud-africain de la concurrence pose des conditions à Walmart
- La décision du Tribunal de la concurrence d'approuver l'acquisition de Massmart par Walmart n'est pas un chèque en blanc
- Les salariés américains de Walmart veulent du changement
- Accord conclu avec AOKI
- Campagne 40for40
- UI Zensen adhère à la campagne 40for40
- Succès de recrutement en Zambie
- Pick'n'Pay
- UNI rend hommages aux victimes du tremblement de terre et du tsunami

# Edition été 2011

UNI  
global  
union  
commerce

## Nouveautés dans le bulletin

Dans notre recherche constante de servir au mieux nos affiliés, nous avons décidé d'introduire un nouveau mode d'utilisation du bulletin sectoriel. Le bulletin d'UNI Commerce est devenu la clé de voûte de la communication du secteur au niveau mondial et fournit un résumé des informations importantes sur les principales évolutions au sein d'UNI Global Union, et il continuera à remplir ce rôle. Ce qui va changer est la fréquence du bulletin qui sortira deux fois par année, soit en milieu d'année et en fin d'année.

Vous recevrez plus souvent des informations sur les multinationales pour vous tenir au courant des progrès réalisés auprès des multinationales et des entreprises régionales ainsi qu'en a décidé notre Conférence de Dublin.

Dans le présent numéro, vous trouverez des articles sur la Conférence d'UNI Europa Commerce, la catastrophe au Japon, Walmart, ainsi qu'un compte rendu de la réunion du Comité directeur mondial.

## Le commerce européen soumis à rude épreuve

Partie du discours d'ouverture du Président d'UNI Europa Commerce, Jorgen Hoppe, à la Conférence d'UNI Europa Commerce tenue à Madrid en juin 2011

Près de 30 millions de personnes vont travailler chaque jour dans le secteur du commerce. Qu'ils travaillent chez IKEA à Stockholm, chez Zara à Barcelone, chez TESCO à Manchester, chez Lidl à Dortmund, chez Carrefour à Paris ou chez H&M à Varsovie, nos membres – les travailleurs du commerce européen – sont fiers de leur emploi et offrent des services de qualité aux clients européens. Ils contribuent de manière considérable à l'économie européenne.

Toutefois, comme le montre le rapport de synthèse, on demande aux travailleurs du commerce européen de travailler dur, selon des horaires

de plus en plus asociaux, avec une moindre sécurité d'emploi, pour des salaires inférieurs à la moyenne et peu d'accès à la formation.

Si les conditions de travail varient considérablement d'un pays à l'autre, les tendances générales sont identiques. Nos membres travaillent sur un marché hautement compétitif qui a engendré une pression à la baisse sur les salaires et une augmentation du travail à temps partiel. Le secteur du commerce est également de plus en plus dominé par de grandes entreprises qui travaillent beaucoup plus qu'avant par delà les frontières.

En d'autres termes, le secteur du commerce est maintenant toujours plus européen. Cela nécessite une présence syndicale européenne et nous incite d'autant plus à améliorer la dimension européenne du travail syndical.



Jorgen Hoppe, Hk Handel, Danemark, Président d'UNI Europa Commerce

Le rapport relève un problème fondamental dans le secteur européen du commerce. A la suite de la baisse des effectifs syndicaux et de la couverture de la négociation collective, il y a moins de délégués d'entreprise et une moindre représentation des travailleurs dans les comités d'entreprise ou les organes de consultation. Notre stratégie doit être la suivante : rendre notre présence syndicale plus large et plus efficace dans toute l'Europe.

Le rapport parle de lui-même. Il souligne les problèmes auxquels nous faisons face dans le secteur de commerce et nous indique la direction que doivent prendre nos efforts. Il donne davantage de poids aux résolutions soumises à la Conférence d'UNI Europa Commerce intitulées : «Les comités d'entreprise européens au cœur de la stratégie syndicale européenne», «La syndicalisation dans le secteur du commerce», «Le temps de travail et l'équilibre vie professionnelle/vie privée» et «Le marché du travail inclusif».

Nous devons changer la mentalité des employeurs du secteur du commerce. La viabilité, la durabilité et la prospérité du secteur du commerce dépendent de son principal atout, à savoir ses travailleurs dévoués et qualifiés.

### Conférence d'UNI Europa Commerce

Plus de 200 syndicalistes de toute l'Europe se sont réunis les 9 et 10 juin 2011 sous l'égide d'UNI Europa Commerce.



La Conférence s'est tenue à un moment clé où le gouvernement espagnol cherchait à déréglementer les heures d'ouverture des magasins. La Conférence a axé ses débats sur les horaires de travail asociaux, le travail en soirée, la nuit, les jours fériés et le dimanche. Les délégués ont condamné à l'unanimité l'attitude des géants du commerce de détail qui exercent des pressions sur les travailleurs et les petits commerces. Plusieurs représentants des employés et le député européen A. Carcas se sont adressés à la conférence.

La conférence a également adopté un Plan d'action qui guidera les activités d'UNI Europa Commerce au cours des 4 prochaines années. Le plan d'action met l'accent sur la nécessité a) d'améliorer la syndicalisation des membres du secteur commerce, b) de veiller à l'intégration des jeunes travailleurs et des travailleurs plus âgés sur le marché du

travail c) de veiller à ce que les emplois du secteur commerce soient des emplois de qualité et d) d'améliorer le fonctionnement et le réseautage des comités d'entreprises européens.

Pour en savoir plus, voir le site d'UNI Europa Commerce :

[http://www.uniglobalunion.org/Apps/portal.nsf/pages/20090205\\_yeptEn](http://www.uniglobalunion.org/Apps/portal.nsf/pages/20090205_yeptEn)

### Le Comité directeur mondial met l'accent sur le recrutement

Le milieu de l'année 2011 signifie que nous sommes à mi-chemin de la prochaine Conférence d'UNI Commerce Global Union. C'est donc le moment opportun pour évaluer les progrès réalisés par notre syndicat mondial du commerce. C'est la tâche que s'était fixé le Comité directeur mondial pour sa réunion des 12-13 mai à Nyon.

Le Comité avait déjà adopté l'an passé un plan stratégique visant à contribuer à l'application du plan d'action sectoriel adopté à Dublin en 2009. Le Comité a été encouragé par les progrès réalisés depuis. Il a pleinement soutenu l'approche stratégique sur la manière d'administrer et de gérer les différentes tâches du secteur. Le détaillant suédois de l'habillement H&M a été ajouté à la liste des entreprises cibles. Walmart a connu un regain d'importance après avoir été autorisée à racheter le détaillant sud-africain Massmart. Vous trouverez ci-après un article détaillé sur ce sujet. Enfin le Comité directeur mondial a accepté l'invitation du syndicat argentin du commerce FACEYS d'accueillir la Conférence mondiale d'UNI Commerce à Buenos Aires.

### L'entrée de Walmart en Afrique

Lorsque la nouvelle est tombée, le 27 septembre 2010, que Walmart cherchait à entrer en Afrique du Sud, UNI a immédiatement contacté le SACCAWU d'Afrique du Sud et a créé un groupe de travail avec l'affilié nord-américain UFCW.

Il était évident que le marché sud-africain était l'objectif principal de l'entreprise mais qu'il devait lui servir également de tremplin pour le reste du continent. A l'époque un vif débat faisait rage en Afrique du Sud sur le type d'économie dont le pays avait besoin pour se développer.

Le pays est hautement conscient de la nécessité d'avoir une économie qui tient ses promesses pour tous, et l'un des principaux objectifs est la durabilité des emplois. Avec le soutien d'UNI et de l'UFCW, le SACCAWU a élaboré un plan général pour protéger les travailleurs du commerce de détail et de la chaîne de distribution confrontés à l'en-

trée de Walmart dans leur pays. Le SACCAWU s'est engagé dans le domaine des relations du travail, de la politique, des universités et des médias pour s'assurer que tous les efforts étaient déployés pour protéger et renforcer la position des travailleurs en Afrique du Sud.

Le pays dispose d'un système inscrit dans la législation de la concurrence, qui examine toute proposition de fusion ou de rachat devant un tribunal spécialisé.

Le SACCAWU a rencontré la direction de Massmart et de Walmart, auxquelles il a présenté une liste de quinze revendications envers lesquelles les deux entreprises étaient invitées à s'engager avant de conclure la transaction. Le SACCAWU a créé également une coalition anti-Walmart incluant un grand nombre de syndicats sud-africains et de représentants de la société civile.



Le 17 janvier 2011, une coalition syndicale mondiale, composée d'UNI, de l'UFCW et du SACCAWU, s'est fait entendre à la réunion des actionnaires de Massmart à Johannesburg.

Le 11 février, la coalition syndicale mondiale a essuyé un revers potentiel lorsque la Commission de la concurrence a recommandé que la proposition de rachat de 51 pourcent du capital de Massmart par Walmart soit approuvée sans condition. En essence, cela donnait à Walmart un accès illimité au marché sud-africain, sans tenir compte des dangers très réels et très spécifiques que le modèle de Walmart engendrerait pour l'Afrique du Sud. Le SACCAWU a exprimé son indignation et sa déception que la Commission n'ait pas réussi à identifier les problèmes de concurrence, les implications de la fusion pour la chaîne de distribution, les petites entreprises, l'environnement et les travailleurs, et ce malgré des conclusions déposées par le syndicat et le grand public sur l'entrée de Walmart sur le marché du commerce de détail sud-africain. UNI a accusé la Commission de la concurrence d'être un tigre édenté face à la puissance de Walmart et a réitéré ses mises en garde à l'Afrique du Sud à l'égard du modèle d'entreprise de Walmart.

La coalition mondiale a promis de continuer sa lutte pour faire entendre sa voix dans le processus de rachat Walmart/Massmart, qui devait ensuite passer

devant le Tribunal de la concurrence, et d'intensifier la mobilisation de la coalition anti-Walmart. Le tribunal déciderait en dernier ressort, soit de confirmer le verdict de la Commission de concurrence permettant d'entrer librement et sans condition en Afrique du Sud, soit de bloquer la proposition de rachat, ou encore d'approuver l'acquisition sous certaines conditions. Ces conditions pourraient inclure des mesures pour protéger les travailleurs, les suppléants et les petites entreprises des effets dévastateurs du modèle Walmart.



Avec l'aide de l'UCFW ainsi que des affiliés d'UNI en Argentine et au Chili, le SACCAWU a pu produire 10 experts témoins, des professeurs renommés et des dirigeants d'organisations non gouvernementales, devant le Tribunal de la concurrence qui a proposé d'apporter la preuve de la conduite de Walmart au sein de son entreprise et de la chaîne de distribution à travers le monde, et donc de demander aux autorités d'imposer des conditions strictes à l'entrée de Walmart en Afrique du Sud.

L'entrée possible de Walmart en Afrique du Sud par le biais de l'acquisition de Massmart devait être examinée par le Tribunal de la concurrence la semaine du 22 au 25 mars 2011. Au début de l'audience, le gouvernement sud-africain a demandé un report pour apporter des preuves réfutant les données économiques des entreprises. Le Tribunal a ensuite décidé que l'audience se poursuivrait et que le gouvernement interviendrait activement à un stade ultérieur. Cela aurait empêché un procès équitable car le gouvernement aurait été autorisé à produire des preuves ultérieurement, mais les syndicats n'auraient pas pu voir ou utiliser ces preuves. Le SACCAWU a protesté contre cette décision injuste et a demandé que l'audience soit suspendue le temps qu'il fasse appel de la décision. Dans un revirement inespéré, le Tribunal a suspendu toute l'affaire jusqu'au 9 mai, ce qui a été largement commenté dans la presse comme une victoire pour les travailleurs et pour l'alliance mondiale.

### La Commission sud-africaine de la concurrence pose des conditions à l'entrée de Walmart

Les audiences du Tribunal sud-africain de la concurrence, qui se sont dérou-

lées du 9 au 16 mai 2011, ont apporté suffisamment de preuves à la Commission de la concurrence pour que cette



dernière revienne sur sa précédente recommandation acceptant que Walmart rachète Massmart sans condition. Pour expliquer ce changement radical, la Commission a déclaré qu'il y avait de nombreux documents qu'elle n'avait pas examinés lorsqu'elle avait émis sa première recommandation au Tribunal. Après avoir entendu les preuves et vu certains documents pendant l'enquête, elle est parvenue à une autre conclusion.

La Commission déclare maintenant que si la fusion est approuvée, il faudra imposer comme condition que Walmart réintègre les 503 travailleurs licenciés par Walmart en prévision de la fusion. Elle recommande également d'imposer à Walmart de respecter les conventions du travail en vigueur chez Massmart pendant trois ans.

### La décision du Tribunal de la concurrence d'approuver l'acquisition du détaillant local Massmart par Walmart n'est pas un chèque en blanc

Dans son jugement, le Tribunal a déclaré que lorsque des postes seraient vacants, le détaillant devrait accorder la préférence au réengagement des 503 travailleurs qui ont perdu leur emploi chez Massmart l'an dernier, qu'il ne pouvait réduire les effectifs pendant 2 ans, qu'il devait respecter les accords existants avec le SACCAWU pendant 3 ans, et après la fusion, qu'il devrait créer un fonds de 100 millions de rand (US\$ 14 millions, soit environ 0,003% de ses ventes annuelles mondiales) pour mettre en place un programme de 3 ans destiné à développer des fournisseurs locaux et que les syndicats devraient faire partie du comité.

UNI et ses partenaires de la coalition estiment que le Tribunal aurait dû et aurait pu aller plus loin en fixant des

conditions à la fusion et ont promis de soutenir le SACCAWU et le CO-SATU qui s'apprêtent à faire appel de la décision.

« Quand le plus grand employeur au monde arrive dans une ville, cela vous change les règles du jeu » a déclaré Philip Jennings. « Il n'a pas été porté suffisamment d'attention aux implications de cette arrivée. On a eu le sentiment que les décisions avaient été prises à la hâte. On a eu le sentiment que le processus d'enquête n'a pas été pleinement exploité et donc que la commission de la concurrence n'avait pas en mains tous les éléments pour prendre une décision ».

Entre-temps, le gouvernement sud-africain a aussi contesté la décision du tribunal et la Commission parlementaire chargée du développement économique a tenu des auditions publiques sur cette affaire durant le mois de juillet.

Le recours sera examiné par la cour d'appel en octobre 2011.

Le plan d'action d'UNI Commerce pour l'Afrique du Sud comprend une campagne de syndicalisation visant à obtenir une représentation majoritaire dans l'ensemble de Massmart et à créer un réseau panafricain sur Walmart pour aider les affiliés d'UNI Commerce à échanger des informations sur l'entreprise et soutenir leurs efforts de syndicalisation et de négociation.

### Les salariés américains de Walmart veulent du changement

Près de 100 collaborateurs de Walmart se sont rendus à Bentonville, en Arkansas (Etats-Unis), le 16 juin 2011, pour s'adresser directement aux dirigeants de l'entreprise et leur demander un partenariat pour apporter des changements dans tous les magasins du pays.



«Unis pour le respect chez Walmart » (NOTRE Walmart) fournit aux collaborateurs de Walmart l'occasion de s'unir pour améliorer les conditions de travail, leur entreprise et leurs propres conditions de vie, et par-dessus tout, obtenir plus de respect au travail.

## Accord conclu avec AOKI

UNI Global Union s'est réjoui d'apprendre qu'AOKI Holdings Inc. et AOKI Inc. avaient conclu un accord avec le Syndicat des travailleurs du Groupe AOKI, affilié à UI Zensen, sur les droits syndicaux des travailleurs.

L'accord garantit le droit des salariés à adhérer à un syndicat et le droit des syndicats à organiser les travailleurs chez AOKI.

« Il s'agit d'une avancée pour le syndicat et l'entreprise qui va améliorer les relations entre la direction et les travailleurs » a déclaré le Secrétaire général, Philip Jennings. « Nous leur souhaitons des relations constructives ».

Le syndicat des travailleurs du groupe AOKI est parvenu à un accord complet avec ses employeurs, AOKI Holdings Inc. et AOKI Inc. le 1<sup>er</sup> août 2011 à la Commission locale des relations du travail de la Préfecture de Kanagawa.



Alke Boessiger, Chef de département d'UNI Commerce et Philip Jennings, Secrétaire général d'UNI, ont pris part à une action de solidarité avec les travailleurs d'AOKI en novembre 2010 au Japon.

Toutes les revendications du syndicat ont été acceptées dans l'accord, à savoir:

1. Les directions d'AOKI admettront que leurs actions, qui auraient été perçues comme une obligation de se désaffilier du syndicat, étaient inappropriées et expriment des regrets à cet égard.
2. Les directions d'AOKI reconnaîtront que leurs relations avec le syndicat sont l'axe des relations industrielles et poursuivront des relations industrielles stables avec le syndicat.
3. Les directions d'AOKI n'appliqueront pas à l'avenir de traitement injuste envers leurs travailleurs qui s'affilient ou se réaffilient au syndicat.
4. Les directions d'AOKI ne s'immisceront pas ni n'interviendront dans des actions légitimes du syndicat pour recruter les travailleurs.
5. Les directions d'AOKI et le syndicat tiendront des réunions régulières auxquelles assisteront les membres du conseil (y compris son président dans la mesure du possible) en principe dans le but de raffermir la confiance entre les travailleurs et la direction.
6. Les directions d'AOKI apporteront le maximum d'aide pour les procédures de

réaffiliation comme le système de prélèvement lorsque les travailleurs qui ont été obligés de se désaffilier au syndicat par les directions souhaitent se réaffilier.

Les affiliés d'UNI dans le monde sont solidaires des membres d'UI Zensen dans leur lutte pour les droits syndicaux. Une déclaration de solidarité, en soutien aux travailleurs, a été approuvée par le Congrès mondial d'UNI à Nagasaki au mois de novembre.

## 40for40

Le département Egalité des chances d'UNI Global Union lance la campagne 40for40, qui a pour but de mettre en œuvre la résolution pour la représentation des femmes, adoptée au Congrès de Nagasaki afin de mettre en avant les bonnes pratiques.

Nous avons besoin de votre aide pour convaincre les dirigeants de votre syndicat d'adhérer à la campagne en signant une déclaration soutenant cette bonne cause !

La campagne 40for40 vise à récolter la signature d'un minimum de 40 dirigeants syndicaux dans 4 régions d'UNI en soutien au plan d'UNI afin qu'au moins 40% de sièges dans toutes les structures décisionnelles d'UNI et dans leur propre syndicat soient occupés par des femmes.

La campagne aura un site web où vous pourrez situer sur une carte du monde les dirigeants syndicaux – avec leur photo – qui ont signé la déclaration. La campagne sera également promue sur Facebook et Twitter. Participez à notre travail pour l'égalité dans le monde en obtenant la signature de vos dirigeants syndicaux sur la déclaration:

[http://www.uniglobalunion.org/Apps/portal.nsf/pages/thm\\_20090123\\_khn4En](http://www.uniglobalunion.org/Apps/portal.nsf/pages/thm_20090123_khn4En)

## UI Zensen participe à la campagne d'UNI 40for40

Le président Ochiai d'UI Zensen a promis de soutenir la toute dernière campagne d'UNI pour une meilleure représentation des femmes et en juin le Président Soichi Hachino du JSD a adhéré à la campagne.



## Succès du recrutement en Zambie

Après des négociations prolongées, l'affilié d'UNI Commerce, NUCIW, a

signé au mois de mai un Protocole d'accord avec Shoprite Checkers qui a mis fin aux emplois occasionnels en Zambie. Le plus grand détaillant d'Afrique du Sud possède 20 magasins dans le pays et comme dans les autres pays, la main d'œuvre était composée à 30 % de travailleurs occasionnels.



Les nouveaux dirigeants du syndicat, aux côtés des secrétaires régionaux au recrutement et la Directrice nationale du recrutement, Astridah Phiri, deuxième depuis la gauche.

Grâce à la fin du travail occasionnel, 500 travailleurs sont devenus accessibles pour le recrutement et en août la Directrice du recrutement de NUCIW, Astridah Phiri, a annoncé une réussite totale. Les efforts de recrutement et d'organisation ont été déployés avec le soutien d'UNI Commerce qui gère un projet dans 4 pays voisins de l'Afrique du Sud : la Zambie, le Mozambique, le Malawi et la Namibie. Le projet est financé par l'organisation suédoise LOTCO dans le but de renforcer le pouvoir de négociation des syndicats qui recrutent chez Shoprite Checkers.

## Pick'N'Pay

Les 4-5 juillet, l'Alliance syndicale Pick'N'Pay s'est réunie à Johannesburg avec la participation de représentants d'Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Mozambique, Zambie et Zimbabwe. Le Président d'UNI Africa, Bones Skulu, a fait part des obstacles que le SACCAWU a rencontrés lorsqu'il a essayé de recruter dans l'entreprise, qui a complètement changé d'attitude depuis que Walmart a entamé son processus de fusion avec Massmart. Le numéro deux des détaillants d'Afrique du Sud avait de bonnes relations avec le SACCAWU et des pourparlers pour la signature d'un Accord mondial avaient débuté mais après l'annonce du licenciement de 3'000 travailleurs loyaux, les intentions de l'entreprise sont devenues claires. Les collègues d'autres pays ont fait état de harcèlement de la part des gérants des magasins et du recours accru aux travailleurs occasionnels et contractuels. Patrick Madumo, l'actuel président de Pick'N'Pay Afrique du Sud a été élu Président de l'Alliance.

## UNI rend hommage aux victimes du tremblement de terre et du tsunami au Japon

Pendant sa visite à Sendai, dans la région du Tohoku, en compagnie de l'affilié JSD, Alke Boessiger, chef du département UNI Commerce, a rendu hommage aux victimes de la catastrophe du 11 mars qui a coûté la vie à quelque 10'000 personnes et détruit les moyens d'existence d'un bien plus grand nombre.

Guidés par des dirigeants syndicaux locaux, Hidetsgu Sato et Alke Boessiger ont pu visiter les zones détruites le long des côtes du Pacifique près des villes de Sendai et Ishinomaki.

« Je n'ai pas de mots pour décrire ce que j'ai vu » a déclaré Alke. « Des villages entiers, des zones résidentielles et des usines ont été complètement rayées de la carte. Il ne reste rien que quelques objets personnels emportés par de gigantesques vagues. Cela ressemble à une zone de guerre. »



Lors d'une réunion avec les dirigeants syndicaux locaux après la visite des lieux, Hidetsgu Sato et Takahiro Shii ont décrit comment les membres du JSD, qui ont suivi pendant des années les exercices d'évacuation en cas de tremblement de terre, ont fait sortir les clients des magasins pour les amener dans un lieu de rassemblement sûr au moment du tremblement de terre. Mais à partir de là, les gens ont dû rentrer chez eux par leurs propres moyens, et nombre d'entre eux ont été tués par le tsunami qui a suivi le tremblement de terre de force 9 ou ont découvert que leur maison et leur famille avaient disparu.

Les syndicats et les directions de magasins ont uni leurs forces pour localiser les travailleurs et mettre sur pied une aide d'urgence.

Dans les heures qui ont suivi la catastrophe, les sièges des entreprises et les sièges des syndicats à Tokyo ont envoyé des camions chargés de vivres, de générateurs et de bouteilles de gaz vers les zones sinistrées.



« Nous sommes infiniment reconnaissants à notre syndicat et à UNI pour les centaines de messages de solidarité et les fonds que nous avons reçus. Nous avons pu éprouver réellement ce que signifie la solidarité syndicale, et le fait de savoir que nos camarades dans le monde pensent à nous a été une grande source de réconfort pour nous dans nos efforts pour reconstruire nos vies » a déclaré Hidetsgu Sato. « Une grande partie de l'argent récolté pour soutenir les syndicats locaux sera utilisée pour aider les travailleurs à reconstruire leur maison et pour aider une ONG locale à prendre soin des enfants survivants qui ont perdu leur famille dans le tsunami. »

Les syndicats affiliés au JSD de la Zone vont se réunir pour discuter comment coopérer plus étroitement à l'avenir afin d'être mieux préparés au cas où un tel événement se reproduirait.

« Les gens sont incroyablement forts. Ils ne ressentent pas de colère envers le tsunami et les dégâts qu'il a causés car ils acceptent les forces de la nature » a dit Alke. « Mais ils sont furieux contre le désastre nucléaire de Fukushima et le gouvernement japonais qui semble incapable de faire des propositions pour prévenir de tels accidents à l'avenir et développer des sources alternatives d'énergie ».



## Réunions à venir

21-22.09.2011: Forum de dialogue mondial de l'OIT sur les besoins des travailleurs dans le commerce de détail, Genève, Suisse

17-18.10.2011: Dialogue de Vienne, Vienne, Autriche

19-20.10.2011: Plénière du CICE CARREFOUR

31.10-02.11.2011: Assemblée générale du GSCP, San Francisco, Etats-Unis

2-4.11.2011: Réunion de projet SHOPRITE, Johannesburg, Afrique du Sud

7-8.11.2011: Alliance syndicale mondiale de CARREFOUR, Guarapani, Brésil

7-9.11.2011: Comité exécutif mondial d'UNI Global Union, Nyon, Suisse

16-17.11.2011: Réunion avec INDITEX, La Coruña, Espagne

17-18.11.2011: Réunion KAUFMANN, Bruxelles, Belgique

22-23.11.2011: Euroforum & Formation, Düsseldorf, Allemagne

24-25.11.2011: Réunion de l'Alliance syndicale METRO, Düsseldorf, Allemagne

\* \* \* \* \*

### Réunions en 2012

6-8 mars: Lancement de l'Alliance syndicale mondiale d'IKEA, Istanbul, Turquie

mai 2012: Comité directeur d'UNI Commerce, Nyon, Suisse

### Réunions en 2013

Conférence mondiale d'UNI Commerce, Buenos Aires, Argentine

Conférence d'UNI Americas Commerce, Buenos Aires, Argentine

### UNI global union

8-10 Av. Reverdil  
1260 Nyon  
Suisse

Tel: + 41 22 365 2100  
Fax: + 41 22 365 2121  
contact@uniglobalunion.org  
[www.uniglobalunion.org](http://www.uniglobalunion.org)